

Ce jour-là CFDT et CGT distribuent un tract commun appelant à poursuivre la lutte, et annonçant le meeting du lendemain. Le ton est ferme :

DEPUIS VENDREDI MATIN, à 4 H.30 : 12 CARS DE POLICIERS ARMÉS JUSQU'AUX DENTS ONT ENVAHI L'USINE DU JOINT FRANCAIS

LA BOITE ET LE FUSIL DANS L'ENTREPRISE, C'EST UN ACTE FASCISTE.

PERSONNE EN CONSCIENCE NE PEUT ACCEPTER DE TRAVAILLER DANS UNE USINE CONVERTIE EN CASERNE DE FLICS.

L'opinion publique, scandalisée par le comportement insoutenable de votre Direction et par cette inqualifiable intervention policière, est maintenant solidaire de votre combat pour la justice.

Votre Direction vous a contraint à une lutte qui va maintenant être soutenue aussi longtemps qu'il le faudra.

Le patron a la force publique à sa disposition C'EST SA HONTE

VOUS TRAVAILLEURS DU JOINT FRANCAIS,

VOUS AVEZ TOUTE LA CLASSE OUVRIERE ET L'OPINION PUBLIQUE

C'EST VOTRE FORCE

Tous ensemble CONTINUONS LE COMBAT

Mais le PCF et sa fraction dans la CGT ne sont pas satisfaits : manifestement il y a dans cette grève quelque chose qui les inquiète :

« Le bureau départemental CGT met par ailleurs en garde les travailleurs contre toute tentative de diversion et de provocation qui détournerait le mouvement revendicatif actuel de son véritable but ». Daniel (permanent départemental CGT) poursuit sa croisade contre les provocations ! On aurait préféré le voir au piquet de grève s'opposer physiquement à celle des gardes mobiles !

Dès ce lundi après-midi, les paysans font une première livraison de produits gratuits aux grévistes. « C'est un premier petit geste symbolique », déclare André Etesse, le responsable cantonal ! L'engagement qu'avaient pris les responsables CDJA et FDSEA dans le comité de soutien leur vaudra bien des critiques. Pourtant la base va suivre au-delà de tout ce qu'on pouvait prévoir. Dans les semaines qui suivent, les cantons se relaient pour la collecte des produits et c'est tous les deux ou trois jours que les camions de viande ou de légumes vont arriver au centre Charner !

la première grosse mobilisation



Le mardi, chacun sent que ça va être une journée importante : une manifestation et des débrayages sont prévus pour l'après-midi. Toute cette solidarité, cette sympathie que la grève avait su tisser autour d'elle va s'affirmer pour la première fois dans la rue, à l'échelle de toute la ville.

Le matin le préfet rapporte un coup de téléphone à Dubart, le PDG du Joint : il accepte de venir négocier, mais il veut « La liberté du travail ». La réponse des grévistes est déjà connue : pas question de céder là-dessus ; on prépare la manif.